



HAL
open science

L'association chinoise Fa Kia Kon So de Guyane : enjeux de pouvoir, frontières ethniques et travail communautaire

Isabelle Dubost

► To cite this version:

Isabelle Dubost. L'association chinoise Fa Kia Kon So de Guyane : enjeux de pouvoir, frontières ethniques et travail communautaire. Gérard Collomb et Serge Mam Lam Fouck. Mobilités, ethnicités, diversité culturelle : la Guyane entre Surinam et Brésil. Éléments de compréhension de la situation guyanaise, Ibis Rouge Editions, pp.233-255, 2016, 978-2-37520-524-2. hal-01664080

HAL Id: hal-01664080

<https://hal.science/hal-01664080>

Submitted on 15 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sous la direction de :
Gérard COLLOMB et Serge MAM LAM FOUCK

Mobilités, ethnicités, diversité culturelle :

la Guyane entre Surinam et Brésil

Eléments de compréhension de la situation guyanaise

Ibis Rouge  ditions

L'association chinoise Fa Kiao Kon So de Guyane : enjeux de pouvoir, frontières ethniques et travail communautaire

Isabelle DUBOST

Introduction

Ainsi que G. Collomb le rappelle, « la société guyanaise est aujourd'hui, de fait, une « société plurielle », travaillée par des processus de recomposition et de redéfinition liés aux transformations que la région a connues ces dernières décennies, qui pèsent sur le devenir d'un « vivre ensemble » guyanais » (Collomb, 2015 : 2). Mais comment définir « ce vivre ensemble » dès lors que de nombreux groupes cohabitent dans des conditions économiques et sociales diverses, ancrés dans des histoires qui se croisent de manière ponctuelle et parcellaire et comment rendre compte de celui-ci « à la mesure de ce territoire découpé politiquement par l'histoire entre le Brésil, le Surinam et l'Atlantique » (Collomb, 1999 : 2) ? « La communauté de destin » si chère aux politiques, est définie comme « l'association de trois ensembles « natifs » de Guyane, à savoir Créoles, Amérindiens et Marrons [...] et [qui se] serait progressivement ouverte aux groupes d'arrivée plus récente » (Collomb, Jolivet, 2008 : 12). Cependant, inclut-elle hors de cette histoire coloniale assimilationniste conduisant à des processus d'identité collective construits sur « la double polarité de la créolisation et de l'appartenance à la nation française » (*ibid.*) ces migrants et leurs descendants, français pour certains, étrangers pour d'autres que sont les Chinois ? Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, ils participent pourtant à cette diversité culturelle qui constitue la Guyane.

En effet, les Chinois et/ou Guyanais descendants des pionniers chinois participent à ce « vivre ensemble ». La présence chinoise est attestée dès 1821 avec la venue de quelques travailleurs agricoles dans la région de Kaw. Ensuite, en août 1860, une centaine de Chinois débarquent à Cayenne recrutés en tant qu' « engagés » pour travailler pour l'administration ou sur des plantations (Matoury...) ou, encore, pour la Compagnie de l'Approuague¹, croisant ainsi leur destin avec celui de la Guyane. Peu de traces ont, cependant, résisté à la violence de « l'engagisme »², partie intégrante du système colonial. Plus tardivement, c'est surtout depuis des années 1920,

1 Compagnie aurifère et agricole créée en 1858.

2 Des recherches sont en cours sur les « engagés » chinois tant en Guyane qu'en Martinique.

que des Chinois migrent et ce sont leurs descendants qui revendiquent aujourd'hui, du moins pour certains, une place au sein de la société guyanaise comme l'atteste le rôle joué en ce sens par l'association Fa Kiao Kon So dont le siège est à Cayenne sur la place des Amandiers³. Haut lieu de rencontre entre Chinois⁴, espace de convivialité et d'échanges culturels et linguistiques, cette association qui offre une représentation d'un monde chinois communautaire et consensuel n'en est pas moins soumise à de fortes tensions au prisme de l'hétérogénéité de ce groupe.

Notre propos est de démontrer que cette association est travaillée depuis sa création par des enjeux de pouvoirs et des enjeux ethniques. L'objectif de cette association est communautaire puisqu'il vise tant à rassembler les Chinois et les descendants chinois en vue d'un projet sportif et culturel qu'à positionner la « communauté » comme une composante incontournable de la société guyanaise. Cependant, cette association est sujette à de nombreux conflits, lors des élections du président et du bureau, qui expriment des différends politiques et ethniques qui se règlent, bien souvent, au tribunal administratif. En effet, financée dans un premier temps par la République de Chine de Taïwan, cette association a été confrontée à des conflits entre nationalistes et non nationalistes. Dans un second temps, des conflits ethniques entre Hakkas et originaires du Zhejiang ont abouti à de multiples scissions, qui pourtant restent fédérées autour de l'association « mère ».

Aujourd'hui, tout en les représentant, cette structure atteste de l'existence de deux « mondes », qui se sont constitués à la suite de deux vagues de migration, et qui ne partagent pas les mêmes aspirations, ni les mêmes souhaits de positionnement ou d'agencement du groupe au sein de la société guyanaise, mais qui tissent, malgré tout, des liens sociaux forts. L'histoire de l'association mettra en scène celle de la migration de Chinois issus de deux « mondes », tandis que le récit de la vie associative révélera la tonalité des différents enjeux et controverses. Les enquêtes de terrain⁵ qui se sont déroulées sur deux périodes, l'une dans les années 2003-2004, la seconde en 2015, ont permis de mettre en relief dans le long terme des discours dissonants⁶.

Immigration chinoise

L'histoire de l'association est étroitement liée à celle de l'immigration chinoise. La Guyane dont la population est évaluée en 2013 à 244 118 personnes (INSEE) est toujours un territoire de migrations, historiquement constitué sur ce socle : ainsi « plus du tiers des habitants (37,6 %) est de

3 Cf. photo du siège.

4 Cf. photos de la Pointe des Amandiers.

5 Les propos qui suivent sont les premiers résultats d'une recherche en cours.

6 Les citations d'informateurs sont entre guillemets.

nationalité étrangère,⁷ » (Marie, Temporal, 2011 : 475) et « plus de 7 personnes sur 10 nées en Guyane (73,3 %) sont, à une ou deux générations près, des descendants d'immigrants » (Marie, Temporal, 2012 : 2) Or, la part que représentent les Chinois est minime.

En effet, lors du recensement de 1999⁸, 1283 personnes de nationalité chinoise sont dénombrées sur le territoire, ce qui représente 3,1% de la population immigrée et 259 personnes ont acquis la nationalité française⁹. D'autres indicateurs permettent de déchiffrer la présence chinoise en Guyane. Une part importante de cette population est citadine puisque 65% des Chinois sont établis à Cayenne, les autres étant dispersés dans l'Ouest où ils représentent une part importante de la population immigrée. Le taux d'enfants scolarisés est élevé avec 64%¹⁰. Enfin, sur le plan économique, on note une concentration de Chinois ou de descendants dans le tertiaire (93,1%) et plus particulièrement dans la catégorie socioprofessionnelle de commerçant : 63% des natifs chinois appartiennent à celle-ci. Installés principalement dans le commerce de proximité avec des épiceries de quartier et dans le commerce de bazar, mais aussi dans la restauration, ils sont en majorité indépendants (1 chinois sur 4) et leur taux d'activité est élevé (69,5%) (Charrier, 2002). Plus précisément, « près de 60% des commerces d'alimentation générale sont tenus par des personnes de nationalité chinoise alors qu'ils ne constituent que 1% de la population guyanaise » (*ibid.*). Tel est le constat statistique que l'on peut faire aujourd'hui de la présence chinoise en Guyane, constituée de familles avec peu d'enfants et qui déploie son savoir-faire commercial principalement à Cayenne. Et pourtant, la population chinoise ou d'origine chinoise, elle, s'autoévalue à 8000 personnes pour la plupart de nationalité française dont 600 à 700 Chinois du Zhejiang et à 10 000 personnes en incluant les premières générations.

L'État français qui n'a de cesse de vouloir peupler ce territoire comme l'attestent de nombreux plans, y compris jusque dans les années 1970, joue un rôle majeur dans les premières immigrations chinoises. Il est fait mention dans les archives de la volonté de faire venir des Chinois en vue de constituer « une colonie de cultivateurs à Kaw ». Cela ne concerne que quelques personnes arrivées en août 1820 pour cultiver le thé (Mam Lam Fouck, 1999 : 219) qui ont été rapatriées en 1833 et 1835 (Chan, 2007 : 3¹¹). A

7 « Trois nationalités fournissent, à elles seules, la grande majorité des étrangers (87 %) : les Surinamiens (38 %), les Haïtiens (27 %) et les Brésiliens (22 %) » (Marie, 2011 : 475).

8 Les données statistiques sont extraites de *l'Atlas des populations immigrées en Guyane*, INSEE, ACSE, 2006.

9 Ce qui correspond à 20,2% de cette population.

10 Même « s'il y a peu d'enfants : seulement 17,5 % des Chinois ont moins de 15 ans selon Charrier (2002).

11 Citant V. Magne, *L'immigration chinoise en Guyane : des Chinois guyanais ou des Guyanais chinois ?*, Paris I. p. 36.

l'abolition de l'esclavage en 1848, l'État fait de nouveau appel à la main-d'œuvre chinoise, à la demande des planteurs, pour travailler sur les plantations et dans les gisements aurifères sur l'Oyapock. Dans le cadre de cet « engagisme », cent personnes sont recrutées et arrivent en 1860 en provenance de la Martinique. Ces « engagés », débarqués dans un premier temps en Martinique et n'y ayant pas été recrutés malgré une répartition entre planteurs, ont été transférés en Guyane (Dubost, 2010). Aucun ne sera rapatrié, mourant ou étant condamné, sans pouvoir bénéficier de ce droit. On trouve également, noté dans *La Feuille de Guyane* en 1879, le projet de faire venir 500 Chinois de Démérara¹² en 1880 en tant qu' « engagés », (Ho Fong Choy Choucoutou, 2002 : 1)¹³.

Une immigration hakka se déploie dès le début du xx^e siècle en provenance du Guangdong, du delta de la Rivière des Perles, dans la province de Canton. En 1902-1903 trois cousins originaires de Shenzhen, petite ville non loin de Hong Kong, s'installent. D'autres Chinois déjà implantés au Surinam franchissent la frontière. Mais c'est surtout au cours des années 1920-1940 que se développe un mouvement migratoire qui n'est pas isolé. Ce sont des Hakkas qui viennent tenter leur chance, venant pour la plupart de la même région, comme les hommes portant le patronyme Ho originaires de Hengang. Ce mouvement migratoire s'inscrit dans une globalité puisque c'est à cette période que de nombreux Hakkas quittent leur région pour s'installer aux Amériques, (Etats-Unis, Canada, Amérique latine, Amérique centrale et Caraïbe), mais aussi en Asie du Sud-Est, dans le Pacifique... C'est d'ailleurs « la première province d'émigration par le nombre de ses expatriés [...] » (Ma Mung, 2000 : 37). Selon un informateur, « hakka signifie quelqu'un qui vient de l'extérieur. C'est un nom donné par les autres [...] ils sont toujours chassés, donc à chaque fois qu'il a une opportunité, le hakka part ». Cette immigration hakka se poursuit tout au long du xx^e siècle en flux mineur vers la Guyane, et pour beaucoup dans le cadre du regroupement familial pour les épouses restées au pays, accompagnées parfois d'enfants. Des jeunes viennent aussi rejoindre qui un oncle, qui un cousin pour travailler dans son commerce. Dans les années 1950, des Hakkas fuient la République populaire de Chine devenue communiste. En effet, ces migrants sont pour la plupart des agriculteurs dont les terres sont confisquées par l'État, la misère les contraint alors à fuir (Chan, 2007). L'exemple de M. Ho¹⁴ résume à travers son histoire cette immigration. Devenu un « notable partisan du Kuo Min Tang¹⁵ et anti-communiste » (*ibid.* : 12), il est à l'origine un jeune homme d'une vingtaine d'années qui fuit des conditions de vie déplorables vers 1910. « Après avoir travaillé dans le commerce

12 Guyane britannique.

13 Il n'y a pas d'indications quant à la mise en œuvre de ce projet.

14 Pour retracer cette histoire, les informations proviennent du mémoire de maîtrise d'E. Chan, de l'article de L. Fong Choy Choucoutou et de mes propres recherches.

15 Guomindang.

à Mana, il s'installe à Cayenne où il ouvre un magasin de gros et de détail » (Ho Fong Choy Choucoutou, 2002 : 4). Son frère et son neveu le rejoindront, mais sa femme restée au pays ne le retrouve qu'en 1950 après quarante ans de séparation, alors même qu'il vit avec une créole dont il a eu deux fils et une fille, descendants métis que l'on nomme *batachinwa* en Guyane. Selon Calmont (2007 : 113), « 150 personnes [sont] arrivées entre 1953 et 1973 [...] la communauté chinoise a ainsi sensiblement augmenté, de plus de 50% en 20 ans, passant de moins de 200 personnes en 1946 à 300 en 1967 ». Durant les années de la guerre civile, quelques Chinois originaires d'Albina au Surinam¹⁶, pays où cette présence chinoise est très marquée, se réfugient à Saint-Laurent-du-Maroni (Piantoni, 2002).

Une autre immigration chinoise s'acte dans les années 1970-1990 et ne sera pas sans conséquences. Ainsi, environ 300 personnes en provenance de la province du Zhejiang s'installent en Guyane¹⁷. En fait, l'origine de ce processus migratoire tient à l'initiative d'un commerçant, M. K., qui a proposé à une dizaine d'amis de sa ville d'origine – Qingtian près de Wenzhou – de le rejoindre pour travailler dans son entreprise de grossiste en import-export. Sa famille et quelques autres étaient déjà présents. Ceux-ci à leur tour vont inciter d'autres personnes et surtout des membres de leur famille à les rejoindre. En fait, c'est son grand-père qui arrive le premier en 1929. Après quelques années, il repart en Chine rejoindre sa femme et ses enfants dont le père de M. Kuo qui revient ici en 1965. Selon Ma Mung (2000 : 22-23), ces migrations de Qingtians essentiellement tournées vers l'Europe sont aussi orientées en effectifs très réduits vers le continent américain aux « Etats Unis, Canada, Cuba, Jamaïque, Mexique, Equateur, Colombie, Chili, Argentine ». Ici, ils seront à l'origine du développement du commerce de bazar¹⁸ et de celui de la restauration rapide. Enfin, « les arrivées enregistrent une nouvelle accentuation dans les années 1990, liée au contexte du rattachement de Hong Kong à la Chine Populaire » (Calmont, 2007 : 113), Cantonnais et Hakkas vont ainsi se diriger vers la Guyane.

Depuis plus d'un siècle, des Chinois choisissent la Guyane comme terre d'accueil et, cette immigration, qu'elle soit légale ou illégale, est fondée sur une diversité d'origines et de cultures. Hakkas de Guangdong, Hakkas et Cantonnais de Hong Kong, Qingtians du Zhejiang, bien que foulant ensemble ce territoire sont en effet des populations ayant une histoire

16 Le conflit débute en 1986.

17 Cette émigration s'explique par la situation en Chine où est appliquée le contrôle des naissances avec la politique de l'enfant unique, or cela menace « la base de la société locale, dont l'un des ressorts réside dans le développement du lignage, l'émigration devient alors l'une des rares stratégies que peuvent adopter certains clans pour assurer leur sauvegarde », de plus, faire du profit pour les commerçants est suspect, aussi « ils préfèrent s'expatrier avec leurs profits ». (Poisson, 2006 : 424-425). Il s'avère qu'en Guyane les Qingtians sont des petits commerçants peu argentés.

18 Cf. photo.

culturelle et migratoire fort dissemblables. Les Hakkas, petits paysans miséreux, furent les campagnes au début du XX^e siècle, les Qingtians et les Cantonais sont pour beaucoup déjà des commerçants d'origine urbaine. Les parcours de vie sont tout autant divers. Les Hakkas ont investi la société guyanaise devenant incontournables dans l'épicerie de proximité, s'investissant parfois dans le politique¹⁹, tandis que les Cantonais se spécialisent dans la restauration et les Qingtians dans le bazar. Les Chinois et leurs descendants, pour beaucoup devenus français, constituent donc un groupe très hétérogène dans son histoire, son attachement au pays d'accueil et d'origine et dans ses projets. L'association Fa Kiao Kon So en est l'illustration.

Une association ancrée historiquement

Une association de Chinois d'outre-mer, parfois issue de société secrète, a des fonctions bien précises selon Serrie (cité par Tjon Sie Fat, 2009 : 284), du moins pour le Sud-Est asiatique :

« Besides providing help with the basics needs of housing, jobs, and social support, huigan²⁰ facilitate contact with the homeland, provide emergency assistance (financial, medical...) and mediate in conflicts involving migrants. Huigan also provide a link to the chinese ethnic economy, by managing the ethnic resource of shared group identity ; they provide a stage for performative ethnic identity to boost solidarity and loyalty among migrants and emphasize the differences between them and their host society ».

Ces fonctions qui relèvent tant d'une action locale que d'une action envers le pays d'origine sont celle de ménager des liens, de créer de la solidarité, de gérer les conflits et d'être un espace de ressources ethniques. Mais celles-ci varient également selon l'intégration dans le pays d'accueil et l'attitude du migrant :

« As adaptive organizations of migrants, the services witch huigan provide remain depending on the level of integration in the host society and the attitude of the individual migrant or longer-term resident towards the host society and his or her own background », (Tjon Sie Fat, 2009 : 285).

Ailleurs, les associations se constituent à l'origine sur la base clanique comme à Montréal, retraçant la lignée dans l'émigration et ce dès 1898. Ces structures assurent solidarité à l'égard des plus démunis, éducation et organisent également des festivités comme celle du Nouvel an : « l'idéologie clanique prescrit assistance, loyauté et honnêteté à l'égard de tout apparenté [...] les sociétés claniques deviennent des organes de protection et de repli des immigrés face au monde blanc, mais elles deviennent aussi des instances de contrôle de leurs membres [...] » (Helly, 1987 : 229). Cette anthropologue précise qu'à partir des années 1940, ces organisations claniques se

19 Un président du Conseil général d'origine chinoise a été élu en 2001, un maire également à Saint-Laurent-du-Maroni dans les années 1960.

20 Organisation chinoise.

transforment en sociétés de commerçants, regroupements dessinés selon des critères socio-économiques » (*ibid.* : 232).

L'association guyanaise est née en 1957 sous l'impulsion de M. Ho « soucieux que les Chinois puissent se regrouper » et ainsi « sauvegarder leur culture », mais aussi « donner une représentation du monde chinois en Guyane » relate un président de l'actuelle association. A l'origine le nom était le Comité Chung Fa Kon So²¹, « au milieu de la Chine », puis il a été transformé en Fa Kiao, ce qui signifie « chinois d'outre-mer » ou « chinois de la diaspora »²². Cette appellation « Chinois d'outre-mer » – Huaqiao²³ – est l'intitulé officiel pour désigner tous les Chinois vivant hors du territoire national. Or, dans cette période de grands bouleversements en Chine, les associations constituées de ces Chinois expatriés sont devenues porteuses d'enjeux pour les nationalistes. Ainsi,

« il y a eu la nécessité, pour les nationalistes, d'affirmer la représentation [...] l'association a été financée comme au Surinam, à Trinidad, tous étaient sous l'influence des nationalistes et certainement de Taiwan [...] ils ont beaucoup œuvré pour que toutes les communautés chinoises, partout dans le monde, prêtent allégeance pour la Chine nationaliste », disait un président de l'association.

A cette époque, nombreux sont les Chinois installés dans des territoires voisins, c'est pourquoi, afin de structurer cette association naissante, une délégation est partie de Guyane demander de l'aide à celles déjà en place au Surinam. C'est comme cela que cette entreprise a été financée par des sources nationalistes : le terrain, situé place des Amandiers a ainsi été acheté et le bâtiment construit. Ce premier comité, appelé aussi « Cercle chinois », « faisait office de maison d'accueil et de repos pour les vieillards et les nécessiteux de la communautés, de centre éducatif, sportif, artisanal et agricole » (Ho Fong Choy Choucoutou, 2002 : 5). M. Ho président de cette structure « en assure la gestion et à ce titre est considéré comme l'interlocuteur officiel de la communauté avec les autorités françaises qu'il rencontre notamment lors des festivités du jour de l'an chinois » (*ibid.*).

Aujourd'hui, cette association forte de 600 membres pour une cotisation de 100 euros /an a des objectifs culturels, sportifs et identitaires. Une seule cotisation par famille est attendue. Dans le centre se déroulent depuis 1986 des cours de mandarin, qui concernent 300 élèves (adhérents ou non), mais aussi des cours de danse traditionnelle²⁴, du taï chi. On peut y pratiquer du badminton, du ping-pong, du basket, du foot. D'ailleurs l'équipe de basket était réputée dans les années 1950-60. Le soir, se réunissent des Chinois, surtout des hommes, pour jouer au mahjong, aux dominos, parfois aussi à des jeux d'argent. La salle peut être louée pour des mariages.

21 « C'est le nom officiel des organismes de la Chine nationaliste dans le monde ».

22 Kon so veut dire association.

23 « Qu'ils soient ou non ressortissants chinois » (Ma Mung, 2000 : 25).

24 Il est à noter qu'un professeur de danse est venu à la Martinique enseigner son art pour les festivités du Nouvel an en 2016.

Aujourd'hui, l'association est intégralement financée par les cotisations, les locations et les différents cours.

Des manifestations culturelles sont organisées comme le Nouvel an chaque année et autrefois la fête de la lune, qui se déroule dorénavant en famille. Le Nouvel an regroupe plus de 1000 personnes, au-delà d'un repas partagé, ce sont aussi des spectacles de danse, de kung fu, de théâtre... qui égalaient la soirée. Une année, une troupe d'acrobates est venue du Surinam une fois sa tournée terminée, une autre année le gouvernement chinois a financé un spectacle. Cette participation, c'est « pour sauvegarder la culture chinoise, pour sauvegarder le lien ». Parfois ce sont des artistes d'origines diverses qui sont invités : Brésiliens, Péruviens, Hmong, affichant ainsi une politique d'ouverture aux autres, mais aussi de dévoilement de la culture chinoise.

Plusieurs participations carnavalesques se sont déroulées dans les années 1960-1970, mais c'est surtout en 1991 qu'un char chinois a défilé. D'autres années, un groupe à pied investit les rues en costume traditionnel. Cette contribution est importante, non seulement pour le plaisir festif, mais aussi parce que « c'est un signe d'intégration quand on participe aux manifestations locales ». Ce discours ne fait pas l'unanimité, car pour certains Chinois d'obédience protestante²⁵ ces pratiques sont à proscrire.

Des actions de médiation sont menées auprès des commerçants : aide pour leurs démarches administratives, assistance en cas d'agression. Celles-ci sont aussi menées avec la Préfecture avec le soutien d'avocats, afin de soutenir des Chinois en situation irrégulière pour constituer les dossiers de demande de régularisation. De plus, une collaboration forte avec l'ambassade de Chine au Surinam permet de faciliter les démarches administratives pour l'obtention de visas, de renouvellement de passeports et elle contribue au développement de l'école de mandarin grâce à des manuels scolaires qui sont envoyés de Chine. Enfin un sous groupe de femmes, peu actif, s'est constitué afin de les aider, mais plutôt de créer des échanges. Toutes ces actions confortent une solidarité pensée comme nécessaire. Une solidarité financière est parfois exercée avec le système de prêt entre commerçants.

L'association tisse des liens diasporiques, surtout avec la plus ancienne association chinoise du Surinam située à Paramaribo, Kong Ngie Tong. Le bureau est invité lors de fêtes, de commémorations, comme celle qui célébrait les 150 ans de l'arrivée des Chinois au Surinam en 2003. Celle-ci « *was founded within twenty years of the arrival of the first indentured labourers from Southern China, Kong Ngie Tong, founded in 1880 and one of the oldest huiguan in Latin America [...]* » (Tjon Sie Fat, 2009 : 289). Contrairement au contexte guyanais sans organisation chinoise au XIX^e siècle. Comme bon nombre d'organisations chinoises, celle-ci offre des

25 En Guyane, les Chinois, bouddhistes se convertissent au catholicisme et aux différents mouvements issus du protestantisme (baptistes...).

« *basic services of the traditional huiguan : economic, political, cultural, social ad religious* » (*ibid.*). Des échanges sportifs ont lieu en basket, en football, en ping-pong et les compétitions se déroulent de manière alternée entre les deux pays.

Une association soumise à des tensions

Les controverses au sein de l'association sont totalement liées à sa structuration. Dès les débuts, les premières tensions sont liées à des postures idéologiques. En effet, des Chinois sont nationalistes, tandis que d'autres sont pro-communistes, voire pour certains sans position. En 1929 une cellule pro-nationaliste liée au Guomindang²⁶ est créée en Guyane. Le leader qui en assure l'animation est également le notable qui a été le créateur de cette première structure associative chinoise, le Comité Chung Fa Kon So. « En 1968, M. Ho met fin à ses activités professionnelles [...], son commerce fut vendu et cette imposante maison dont le premier étage avait accueilli la salle de réception du Kuo Min Tang dans laquelle étaient organisés des bals très prisés de la bourgeoisie cayennaise [...] fut démolie » (Ho Fong Choy Choucoutou, 2002 : 5).

Et c'est à partir de cette scission que vont naître les premiers conflits qui seront d'ordre politique. Différentes actions ont été menées.

« Dans les années 1960-1965 il y a eu une lutte pour le pouvoir. Les nationalistes et autres chinois de Chine communiste sont allés au tribunal. L'association a été confiée à 21 Chinois nés en Guyane ayant la nationalité française et elle est devenue Fa Kiao. Les nationalistes sont toujours dans l'association, mais maintenant peu de financement nationaliste, plus rien venant de l'extérieur »²⁷.

Ainsi, précise notre informateur : « il y avait une branche, une partie des membres qui voulait prendre la présidence et puis s'orienter vers la Chine communiste »²⁸. Cette première association a été dissoute par le tribunal au profit d'une nouvelle structure tenue par des Chinois de la seconde génération, or « ils ne connaissaient pas le problème, tout ce conflit communistes/nationalistes ». En fait, cette lutte de pouvoir est soutenue par des conflits idéologiques mais aussi de personnes. L'association reste en sommeil jusque dans les années 1990, avec une vingtaine de membres, ce n'est plus qu'un club de jeu. Toujours sous influence nationaliste, cette orientation se doit d'être discrète car un affichage pro-Taiwan nuit à la mobilité des Chinois qui souhaitent retourner au pays.

Cependant, dans ces années 1980, la situation demeure tendue. Une fraction de Chinois souhaite développer la structure et pour cela l'ouvrir aux jeunes et aux nouveaux migrants ; or il est nécessaire selon la charte

26 Parti nationaliste sous la direction de Chang Kai-Shek qui se refugia à Taiwan en 1949 après la prise de pouvoir de Mao Zedong.

27 Propos tenus par un président de l'association à différentes reprises, 2004.

28 Même informateur, 2015.

qu'un nouveau membre soit parrainé par deux membres anciens, ce qui crée des blocages. Et surtout, une résistance pro-nationaliste s'organise. C'est en ce sens qu'une école chinoise a été créée en 1986, entièrement financée par le gouvernement de Taiwan qui, non seulement, a envoyé le professeur de langue mais de plus, le rémunérait. L'action menée à travers cette école était bien celle d'une propagande pro-nationaliste qui a par ailleurs posé un problème linguistique. En effet, le mandarin enseigné datait d'avant la simplification de l'alphabet adoptée en République populaire de Chine et ne pouvait donc être compris par les nouveaux venus du Zhejiang. Des tractations internes vont aboutir à une redynamisation de l'association en 1990 avec l'élection d'un nouveau président. A cette même époque de nouveaux migrants arrivent, la révolution culturelle est terminée, la Chine s'ouvre, et ceux-ci ont peu connu le régime précédent, ce qui les entraîne à demander à ce que « l'association reconnaisse officiellement la Chine communiste ». Pourtant parmi ces nouveaux venus, certains « sont contre le communisme, une lutte terrible a eu lieu, le président a été chassé et l'association est entrée dans une période d'irrégularités [le nouveau président] a ruiné l'association ». Cette période est toute aussi trouble, une plainte est à nouveau déposée et la procédure dure pendant deux ans.

Ces tensions politiques sont aussi repérables dans d'autres pays d'immigration. Ainsi à la Réunion, au milieu du XX^e, « on assiste à un sursaut des associations traditionnelles, les unes se transformant en appareils politiques, en agents de propagande sous l'égide de la Chine nationaliste, les autres cherchant à s'institutionnaliser pour sauvegarder leur patrimoine foncier et moral » (Wong Hee Kam, 1996 : 331). Ici, aussi, Taiwan finance association, école de langue sous l'influence du Guomindang, ce qui génère des tensions : « il ne semble pas qu'il y ait eu sur la place publique des conflits aussi virulents qu'à Madagascar où des groupes armés s'affrontaient. Néanmoins, ces tensions, pour être feutrées, n'en étaient pas moins vives » (*ibid.* : 335).

Il s'agit donc d'une transposition des conflits historiques du pays d'origine à celui de l'immigration. Aujourd'hui, l'association rompt définitivement avec cet attachement pro-nationaliste, ce qui permet de tisser des liens avec le Gouvernement et facilite les échanges. C'est ainsi que des consuls de Chine viennent en visite en Guyane, que l'ambassadeur au Surinam se déplace ici.

Sous l'impulsion de M. K., une autre association est créée en 1993, l'Amicale du Zhejiang, Jian Zhehu, qui réunit 300 chinois de la province du Zhejiang. Dans un premier temps, située dans son magasin l'Amitié, rue Lalouette, celle-ci a dorénavant son siège à Cabassou. Il faut préciser que c'est lui qui a fait venir ses compatriotes, qui a financé les voyages en échange d'un travail dans ses bazars durant plusieurs années et favorisé l'installation de certains en fournissant exclusivement les marchandises en tant que grossiste. Cette structure gère des activités sportives, culturelles

(école de danse, cours de français, organisation de la fête du Nouvel an). Aujourd'hui, à la suite du départ de M. K. en Chine, elle est peu active. Enfin, une troisième structure rassemble des Chinois de toutes origines depuis les années 1990. Il s'agit de Saint Fa Foei Kon ou Sing Fa Kon So, l'Association chinoise de Saint-Laurent-du-Maroni qui regroupe une centaine d'adhérents, associée à Fa Kiao Kon So, qui rassemble également des Chinois de Mana. Dans les années 1990, l'Association de Canton basée sur une cinquantaine de membres a été créée à Kourou, mais elle ne reçoit pas le soutien de Fa Kiao Kon So, car « c'est très ethnique, ils essaient de regrouper tous les Hakkas, c'est une tentative de se séparer de Zhejiang, ils n'ont pas beaucoup de soutien », certains membres de Fa Kiao Kon So ont rejoint celle-ci lors des discordes des années 1980.

Selon un président de Fa Kiao Kon So, ces deux associations ont été créées l'une « à cause de l'éloignement », tandis que l'autre « pour se distinguer des Hakkas ». Les interlocuteurs n'osent pas parler de dissidence entre ces deux organisations et, afin d'éviter une division trop forte, à la suite de négociations, l'Amicale du Zhejiang reste au sein de Fa Kiao Kon So et son président siège au bureau. Cette dernière est en quelque sorte l'association « mère », « c'est le grand parent » laissant de l'autonomie aux deux sous-structures. Celle de Kourou a été exclue de cette organisation, même si elle est parfois associée à de grandes manifestations comme la visite d'un diplomate chinois... Les raisons invoquées sont la différence linguistique entre ces deux groupes qui n'ont comme langue commune que le mandarin, que ne connaissent pas toujours les anciens qui ne parlent que hakka, tandis que les Chinois du Zhejiang parlent le mandarin en plus de leur dialecte provincial issu du wu.

Mais cette offre associative dénote une distinction ethnique forte entre Hakkas et Qingtians qui s'exprime également à propos de la problématique de régularisation. Amorcée autour des années 1981 dans le cadre national, celle-ci est mise en œuvre par l'association en accompagnant les Chinois dans leurs démarches. Or, dans les années 1990, ce sont surtout les Chinois du Zhejiang – pour beaucoup venus de manière irrégulière sous la tutelle de M. K. – qui demandent une régularisation en nombre important. Les responsables de l'association y voient là une entrave à leur action et à la négociation avec les élus et le Préfet, mettant en danger les réseaux institutionnels qu'ils avaient pris soin de structurer :

« J'ai dû régulariser plus de 300 personnes... et quand cette vague a été régularisée, j'ai vu une nouvelle vague. J'avais pas mal de relations. Moi je n'étais plus d'accord. On me dit c'est pour le bien de la communauté. J'ai dit non il y en a trop, ça peut nuire à l'image de la communauté chinoise. Et à un moment donné, c'est ce qui s'est passé ».

Des mises en examen de travailleurs illégaux ont d'ailleurs eu lieu²⁹. Le ressenti des Hakkas de l'association est que leur démarche de régularisation

29 La filière de migration passe par le Surinam.

est non seulement mise en cause par l'affairisme de M. K., mais, de plus, nuit à l'image des Chinois en Guyane.

Ce Chinois, aujourd'hui reparti en Chine³⁰ est le rassembleur des Qing-tians et, à ce titre, a participé à une campagne d'influence pour maintenir en place un président qui avait épuisé ses mandats électifs. L'association a subi de graves différends qui l'ont menée à nouveau devant le tribunal de 1997 à 2001, date à laquelle un consensus a été trouvé afin de défendre l'association qui faisait face à grandes difficultés financières suite à cette vacance de direction³¹. Malgré le risque d'une saisie, une tentative d'allier les deux groupes ethniques pour une gouvernance partagée a pourtant échoué. Le président élu est resté en place de 2001 à 2004, avant d'être à nouveau réélu en 2015 à la suite de deux autres présidents. Ce qui est mis en évidence est ce blocage ethnique : « l'ancienne génération c'est difficile. Les Hakkas réclament leur ancienneté, les Zhejiang ne veulent pas. Les vieux bloquent », Mais cela renforce un discours politique unitaire : « Fa Kiao Kon So est devenue l'association de tous les Chinois, de toutes les ethnies ! » qui montre une fierté d'avoir aussi comme membres des « métissés ».

La complexité de cette histoire associative relève donc de rapports de force idéologiques, ethniques, mais aussi d'une tradition chinoise de pouvoir, de figure tutélaire en quelque sorte. Ainsi, d'après un président : « la plupart des Chinois adhère à cette notion d'avoir un chef de village, un doyen et tout le monde obéit à ses ordres, la notion de démocratie a été importée ». La présidence de l'association est une émanation de ce pouvoir de chef dont on tire prestige au sein du groupe.

Mais il ne faut pas oublier que ces tensions expriment peut-être aussi des tensions existantes en Chine. C'est ce qu'analyse Helly (1987 : 236), montrant une situation ancienne à Montréal, certes dans un autre contexte, mais qui ne manque pas cependant de nous interpeller :

« La présence d'association clanique et d'une institution centrale voulant incarner l'unité du groupe cantonnais face aux autorités blanches ne peut empêcher le développement de tensions entre les immigrés, elle vise plutôt à les endiguer. Les Cantonnais ont des sorts et des projets différents et ils les expriment au travers de conflits d'intérêts économiques et de débats politiques. Du fait des rares liens du groupe chinois avec la société locale du Québec, ces oppositions politiques reproduisent celles existant en Chine ».

En Polynésie française, l'histoire des associations chinoises présente des similitudes avec celles décrites en Guyane. Selon Tremon (2010 : 64-79),

30 Il est présenté comme une personne ayant œuvré pour le bien-être de son groupe et de son village : « il a beaucoup aidé de familles, le village, il envoyait de l'argent. Il a monté une école, il a financé des hôpitaux et financé le secours social de sa commune » ; il est aujourd'hui une personnage politique important en Chine.

31 Les factures n'étaient plus honorées....

la première association chinoise datant de 1872 représente officiellement les Chinois auprès de l'administration coloniale, puis « une segmentation progressive de la communauté chinoise de Tahiti s'est produite en même temps qu'elle s'est stratifiée. La succession des différentes vagues d'immigration a conduit à la différenciation des statuts socio-économiques [...] ». De plus, « si les associations loco-dialectales ou patronymiques des communautés chinoises d'Outre-mer sont d'abord considérées avec méfiance par les nationalistes, ils s'en servent très vite comme des canaux de propagande ». Des associations liées au Kuomintang se segmentarisent à leur tour. Et à la proclamation de la République Populaire de Chine, les antagonismes vont s'amplifier entre nationalistes et les défenseurs de la RPC. Les différentes scissions sont liées aux appartenances politiques, mais aussi au degré d'enrichissement des Chinois et aux appartenances à la loge maçonnique de Tahiti.

Ainsi, ces tensions ne sont pas exclusives à l'association chinoise de Guyane mais sous-tendent différentes associations, même si chaque histoire dépend également du contexte local.

Construction d'une image communautaire

Une stratégie identitaire est mise en œuvre afin de positionner la communauté comme une composante de la société guyanaise. Dans l'espace public, rien ne transparaît de ces tensions internes. La volonté est de construire l'image d'une communauté homogène, ce qui corrobore la représentation construite des Chinois en Guyane. Le rôle de l'association est de « contribuer à la communauté » et de montrer une identité chinoise commune :

« Le Zhejiang, il se sent chinois mais il se sent beaucoup plus Zhejiang par rapport aux Hakkas. Un Hakka se considère d'abord comme Hakka avant de se dire qu'il est Chinois. Si on est dans un groupe de Chinois, tous mélangé, il se considère d'abord Hakka mais on est tous Chinois. On est tous des immigrés. C'est pourquoi lorsqu'on est au-dehors de la Chine, on ne doit pas avoir cette division, on doit tous se retrouver avec une identité chinoise, parce que c'est comme cela que le Guyanais nous voit et que la France nous voit. Toutes ces divisions ethniques, pour un non Chinois, ça n'a aucun sens ».

Ainsi donc, il existerait une sorte de loyauté identitaire nécessaire à l'égard de la Chine pour les migrants, qui doit transcender les divisions ethniques et cette posture répondrait également aux attentes fantasmées des Guyanais et autres Français. De plus, des vellétés de co-construire des références culturelles communes se sont exprimées dans les années 2003-2004 à travers une cellule de communication au sein de l'association qui avait comme objectif de « réintroduire de la culture chinoise dans la culture créole », « d'intégrer le monde asiatique dans le monde guyanais dans la participation et l'action culturelle ». Le but étant également de « rehausser l'image des Chinois mal perçus en vue d'une tentative d'intégration ».

L'association se veut plus ouverte, c'est pourquoi les réseaux sociaux contribuent au rayonnement de celle-ci grâce à une page Facebook³² qui n'est cependant pas très active, et des extraits de spectacle du Nouvel an déposés sur Youtube. Une petite structure a été créée en 2015 afin d'aider les jeunes entrepreneurs « AJE Préparer votre formation et construire votre avenir de jeunes entrepreneurs »³³. Elle s'adresse à tous les jeunes mais se veut, malgré tout, une sorte de vitrine des jeunes Chinois entrepreneurs, « c'est pour essayer de montrer les commerçants, la communauté chinoise intégrée dans la culture guyanaise ». Mais de plus, cette association a comme objectif de montrer aussi la culture guyanaise aux jeunes Chinois qui « vivent ici mais qui ne connaissent pas la culture de Guyane, nous on vit toujours dans une vie fermée, toujours dans notre tradition et nous on essaie d'ouvrir cette culture », dit le créateur de cette association originaire du Zhejiang. Un site Internet diffuse des informations administratives et juridiques en chinois et des informations sur des sites guyanais à visiter... Le développement prévu concernera la diffusion d'éléments culturels chinois adressés aux jeunes nés ici « qui n'ont pas les moyens d'aller en Chine, pour ne pas oublier ». Six cent personnes constituent ce réseau, créé à l'origine via un réseau WhatsApp fondé sur des échanges informatiques. Ce jeune entrepreneur essaie de développer des échanges en Guyane entre les composantes.

Deux « mondes » en lice

Il s'avère que cette dualité au sein de l'association montre qu'il existe deux « mondes » bien différents, certes qui se confrontent, mais qui font cause commune dès lors qu'il faut positionner le groupe chinois en Guyane et le groupe chinois de Guyane à l'égard de la Chine. Paradoxalement, celle-ci a une histoire très conflictuelle et complexe avec ses nationaux expatriés qualifiés de « traîtres » au temps de la Révolution, tandis que depuis le boum économique, la puissance économique des Chinois d'outre-mer, qui ont beaucoup investi dans l'industrialisation de la Chine, est un atout majeur pour le développement du pays. Ainsi, des échanges réguliers se font avec des émissaires du pouvoir central qui visitent la Guyane, le Surinam...

Ce sont ces Hakkas au parcours bien différents selon leur implantation, qui font le choix de s'impliquer dans la société guyanaise, demandant la naturalisation, prenant par exemple des fonctions électives, participant aux chambres consulaires et développant le champ commercial du commerce de proximité. Certains des descendants de ces premiers pionniers ont constitué des entreprises importantes sur le marché guyanais, voire au-delà. Comme nous l'avons vu, des réseaux sont tissés et entretenus avec les élus, les hauts fonctionnaires, montrant ainsi leur implication dans le tissu économique et

32 Référence Facebook : FA KIAO, page qui n'est plus active depuis août 2015.

33 Cf. photo.

politique du territoire. L'ancien président du Conseil général d'origine chinoise exprimait cela ainsi : « on m'a identifié comme guyanais³⁴, je ne me sens pas chinois mais créole³⁵ et guyanais ». Certains sont devenus des notables qui fréquentent les sphères bourgeoises et les élites politiques, mais la réussite économique a largement facilité une implantation qui s'est inscrite dans le temps. Les générations qui se succèdent restent en Guyane malgré des formations en France, aux États-Unis ou à Hong Kong. L'attachement à la famille reste fondateur et si un père exige le retour d'un jeune pour reprendre l'entreprise, nul ne peut échapper à cette injonction familiale.

Les Chinois du Zhejiang bousculent le panorama économique implantant les premiers bazars et aussi la perception à l'égard d'eux-mêmes. Nous avons pu retracer l'histoire de cette migration en recoupant des récits de Chinois en Martinique et en Guyane. En effet, un commerçant arrivé le premier a mis en place une véritable filière de migration, assurant le voyage d'amis et de membres de sa famille, finançant le regroupement familial, tout en les employant dans son entreprise de gros, les aidant aussi à se mettre à leur compte, certains parmi eux vont d'ailleurs faire le choix de s'implanter à la Martinique après quelques années passées en Guyane. Les jeunes nés sur place sont dans des perspectives de retour en Chine et investissent d'ores et déjà dans la région d'origine avec leur propre famille constituée d'épouse ou d'époux venu de Chine et de leurs jeunes enfants. Des liens forts sont maintenus avec la Chine, que ce soit d'un point de vue familial, économique ou sensible. Du Zhejiang, à la Guyane via le Surinam, de la Martinique à un autre ailleurs, ces Chinois sont dans la mobilité.

« Les Chinois du Zhejiang se caractérisent par des *retours*, des « *re-migrations* », des « migrations à rebond », dans lesquels le pays d'origine et le pays d'accueil ne joue pas – ne peuvent pas jouer – de rôle d'ancrage : le plus souvent, le premier pays d'installation est une « tête de pont pour une prochaine migration vers une autre destination », note Poisson (2006 : 425).

Ainsi cette diaspora se caractérise par

« l'inventivité dont font preuve ceux qui transcendent une condition sociale difficile, un racisme subi au sein d'une société nationale, pour se constituer en groupes transfrontaliers. Ces derniers s'organisent, *résistent* et s'agrandissent à partir de réseaux économiques et entrepreneuriaux qu'ils tissent dans l'espace de la diaspora qui excède les frontières des États-nations, forgeant ainsi un espace transnational. Qu'importe le pays de destination, s'il permet de travailler : il est possible d'en repartir à tout moment s'il y a mieux ailleurs » (*ibid.* : 426).

Mais au-delà de différends ethniques entre deux groupes, il s'agit surtout de stratégies identitaires qui divergent. Les uns prônent une vie

34 Et selon lui, il a été élu en tant que tel.

35 Il est intéressant de noter cette interprétation du terme créole qui historiquement définit les « descendants des esclaves libérés en 1848 ou affranchis auparavant » (Collomb, Jolivet, 2008 : 7), et qui, dans la société guyanaise post-esclavagiste, s'est étendu aux immigrants de toutes origines qui se reconnaissent dans la culture créole, comme a pu le faire l'ancien président du Conseil général dont les propos sont cités ici.

guyanaise – ce qui n’empêche en rien des voyages en Chine – et souhaitent une reconnaissance de leur position au sein de la société locale, les autres sont dans l’entre-deux, voyageant régulièrement en Chine, prenant époux et épouse choisie par la famille restée au pays. Les Hakkas critiquent les choix économiques des Qingtians, travaillant dans des épiceries ou bazars à des heures tardives, induisant une suspicion de travail illégal et un ressenti de concurrence déloyale, ce qui alimente un sentiment de frontière entre les deux groupes ethniques.

Pour les Chinois, quelque soit leur origine, la Guyane « est une centralité et, ce, à plus d’un titre. Tout d’abord, elle est un passage obligé dans des filières de migrations, marquant ainsi un lien entre continent et pays insulaires. Ensuite, elle est une escale, un espace-temps transitoire dans un parcours familial et professionnel, afin de s’adapter et de s’initier à un métier et de constituer des réseaux commerciaux » (Dubost, 2007 : 601). Pourtant ceci est beaucoup plus marqué pour les Qingtians.

Conclusion

L’association chinoise de Guyane et ses tensions appartiennent certes à l’histoire du groupe chinois, mais elle est aussi une illustration des enjeux actuels de la Guyane. Quelle est, en effet, la place des Chinois et de leurs descendants dans une Guyane en plein bouleversement et réagencement identitaire ? Cette population hétérogène se pense à la fois d’ici et d’ailleurs, s’inscrit dans une circulation en permanence réinventée autour de réseaux caribéens et au-delà, et participe aussi à la vie guyanaise. Ainsi donc « la question qui se pose toujours en arrière-plans des évolutions démographiques et sociales en cours, c’est bien l’articulation des populations d’origines diverses rassemblées sur cette terre dans la définition d’une *guyanité* qui ne peut plus désormais être pensée comme par le passé sur le mode de l’idéologie de l’assimilation, et dans le rapport à la France qu’elle induit » (Collomb, 1999 : 6). Quel sera le destin proche de cette population hétérogène autour d’un projet de vie commun dans un tel environnement ? Bien que « L’association Fa Kiao Kon So est l’association représentative de tous les Chinois de Guyane » même si « ces vieilles querelles ça revient de temps en temps », il n’en demeure pas moins que les projets selon les origines et les appartenances sont bien différents et porteurs d’enjeux identitaires variés. Les Chinois devenus guyanais ou se pensant comme membre de cette société ont investi en ce sens l’association par le biais d’actions, et le discours de ses représentants actuels participe à la construction de ce « vivre ensemble » cette « communauté de destin » définie ainsi par un ancien président du Conseil régional : « c’est-à-dire qui que vous soyez, d’où que vous veniez, à partir du moment où vous avez choisi de vivre, d’y travailler, de souffrir, de vivre les mêmes peines, les mêmes joies que la population guyanaise, d’y faire souche et d’aimer la Guyane, vous êtes guyanais... on ne pourra pas faire autrement que de construire un nouveau peuple ».



Rencontres un soir de juin, Cayenne, Pointe des Amandiers, Dubost, juin 2015



Bazar qingtian, Cayenne, place des Palmistes, Dubost, juin 2015



Siège de l'association AJE, Cayenne, Dubost, juin 2015



Restaurant chinois (Soleil), Cayenne, Dubost, juin 2015



Restaurant Chinois (Sheng Sheng), Dubost, juin 2015



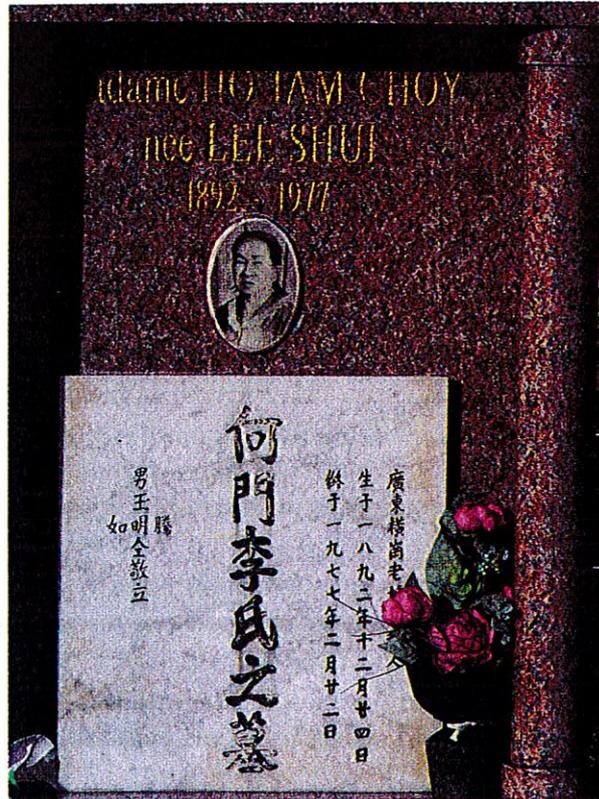
Siège de l'association Fa Kiao Kon So, Cayenne, Dubost, décembre 2012



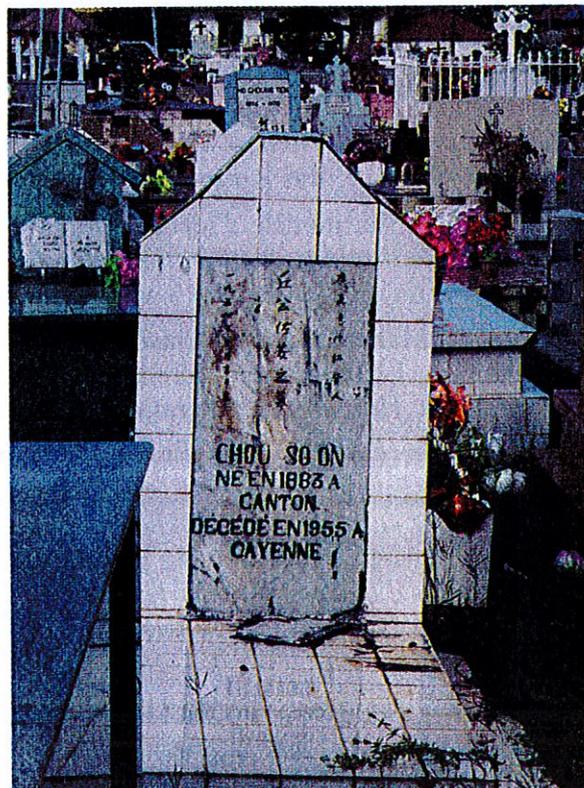
Nom de l'association Fa Kiao Kon So apposé sur le mur, Cayenne,
Place des Amandiers, Dubost, décembre 2012



Restaurant chinois (Emilie), Cayenne, Dubost, décembre 2012



Tombe famille Ho Tam Choy, preuve de la présence ancienne chinoise, cimetière de Cayenne, Dubost, décembre 2012



Tombe chinoise, cimetière de Cayenne dénotant la présence ancienne d'une famille, Dubost, décembre 2012

Références bibliographiques

- CALMONT André, 2007, « Dynamiques migratoires en Guyane : des politiques migratoires de développement au développement des migrations spontanées », in Serge Mam Lam Fouck (Dir.), *Comprendre la Guyane d'aujourd'hui*, Matoury, Ibis Rouge Éditions, 107-128.
- CHAN Elisabeth, 2007, *Immigration chinoise en Guyane française : le sentiment d'appartenance dans une famille hakka de 1955 à nos jours*, mémoire de maîtrise de langues et cultures régionales sous la direction d'Isabelle Dubost, Université des Antilles et de la Guyane.
- CHARRIER Rémi, 2002, « Guyane, des peuples et des histoires », INSEE, *Antiane* n°54, 14-17, http://www.insee.fr/fr/insee_regions/guyane/themes/antiane/ae54/ae54_art04.pdf, consulté le 15-5-2016.
- COLLOMB Gérard, 1999, « Entre ethnicité et national : à propos de la Guyane », *Socio-anthropologie* 6, mis en ligne le 15-1-2003, <http://socio-anthropologie.revues.org/113>, consulté le 1-9-2015.
- COLLOMB Gérard, JOLIVET Marie Josée (Coord.), 2008 *Histoires, identités et logiques ethniques. Amérindiens, Créoles et Noirs Marrons en Guyane*, Paris, Editions du CTHS.
- COLLOMB Gérard, 2015, « Résultats du programme Mobilités », in *Mobilités, ethnicités, diversité culturelle : la Guyane entre Surinam et Brésil*, Programme de recherche réalisé dans le cadre du PO FEDER par l'Université de Guyane en partenariat avec l'Observatoire Hommes-Milieus Oyapock (CNRS/Guyane), Rapport technique, Serge Mam Lam Fouck et Gérard Collomb.
- DUBOST Isabelle, 2007, « Territorialité des « Chinois » et des « Libanais » guyanais », in Serge Mam Lam Fouck (Ed.) *Comprendre la Guyane d'aujourd'hui. Un département français dans la région des Guyanes*, Cayenne, Ibis Rouge Éditions, 601-615.
- , 2008, « Les Libanais de Guyane : un modèle d'identifications multiples », *Hommes et Migration, l'Espace caribéen institutions et migrations depuis le XVII^e siècle*, D. Destouches (dir) n°1274, juillet- août, 62-75, <http://www.hommes-et-migrations.fr>
- , 2009, « La Guadeloupe et la Martinique dans l'histoire française des migrations en régions de 1848 à nos jours », I. Dubost, A. Calmont, J. Daniel, D. Destouches, M. Giraud, M. Milia Marie-Luce, *Hommes et Migrations. Histoires des immigrations. Panorama régional vol.2*, n°1278, mars-avril, p. 174-197, <http://www.hommes-et-migrations.fr>
- DUBOST Isabelle (Dir.), 2010 *Histoire et mémoire des immigrations en régions, Martinique-Guadeloupe*, rapport corrigé mis en ligne, *Histoire et mémoires des immigrations en régions et dans les départements d'outre-mer, départements Guadeloupe et Martinique*, programme FASILD-ACSE, CRPLC-UAG-CNRS, <http://barthes.ens.fr/cliio/acsehmr/martrecit.pdf>
- HELLY Denise, 1987, *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- HO FONG CHOY CHOUCOUTOU Lydie, 2002, « Des Chinois aux chinwa-neg », *Dérades, Revue caribéenne de recherches et d'échanges*, n°8, juin 2002, 1-10.
- INSEE, ACSE, 2006, *Atlas des populations immigrées en Guyane*.

- MAM LAM FOUCK Serge, 1999, *La Guyane française au temps de l'esclavage, de l'or et de la francisation 1802-1946*, Matury, Guyane, Ibis Rouge Éditions.
- MA MUNG Emmanuel, 2000, *La diaspora chinoise. Géographie d'une migration*, Paris, OPHRYS.
- MARIE Claude Valentin, TEMPORAL Franck, 2011, « Les DOM : terres de migrations », *Espace, populations sociétés* 2011/3 *Les dynamiques démographiques internes de la France*, 475-491, [En ligne], 2011/3 | 2011, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 26 mai 2016. <http://eps.revues.org/4652>
- MARIE Claude Valentin, TEMPORAL Franck, CONDON Stéphanie, BRETON Didier, 2012, « Migrations, famille et vieillissement : défis et enjeux pour la Guyane », *Antiane-échos* n°21, http://www.insee.fr/fr/insee_regions/guyane/themes/antiane_echos/aechos21, consulté le 10-6-2016.
- PIANTONI Frédéric, 2002, *Pouvoir national et acteurs locaux : l'enjeu des mobilités dans un espace en marges. Le cas de la Guyane française*, thèse de géographie, sous la direction de G. Simon, Université de Poitiers.
- POISSON Véronique, 2006, « Des réseaux transnationaux : le cas des chinois du Zhejiang », *Outre-Terre*, 4 – n°17, 421-430
- TJON SIE FAT Paul B., 2009, *Chinese new migrants in Suriname. The inevitability of ethnic performing*, Amsterdam, University Press.
- TRAMON Anne Christine, 2010, *Chinois en Polynésie française. Migration, métissage, diaspora*, Nanterre, Société d'ethnologie.
- WONG HEE KAM Edith, 1996, *La diaspora chinoise aux Mascareignes ; le cas de la Réunion*, Paris, l'Harmattan.